

Suite de l'interview de Georges Corm



Économiste de profession, Georges Corm fait autorité à propos du Moyen-Orient et de la Méditerranée. Il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence sur ces questions. Il a été ministre des finances du Liban entre 1998 et 2000. Suite de son interview sur le Liban et la Corse.

U.R : Quelle est la situation au Liban aujourd'hui ? Quel rôle jouent les acteurs de la région – en premier lieu le « voisin » israélien – et les pays occidentaux ?

Le Liban offre une résilience politique et économique remarquable à toute la déstabilisation régionale violente qui l'entoure et dont il subit les conséquences. Comme je l'ai souvent expliqué le Liban est un Etat tampon et une caisse de résonance de tous les conflits du Moyen-Orient. Cette situation a été pérennisée par le développement de la politisation de ses communautés religieuses et l'institution d'un régime politique à base communautaire depuis le milieu du XIX^e siècle qui perpétue le règne des grandes familles traditionnelles. Ces dernières pour subsister ont dû s'allier aux chefs des milices qui ont sévi durant les 15 ans de déstabilisation violente du Liban entre 1975-1990, mais aussi à des nouveaux venus hommes

d'affaires enrichis par la guerre ou par des relations privilégiées avec des chefs d'Etat étrangers, notamment dans les monarchies et émirats pétroliers arabes ou en Afrique, mais aussi en Europe et aux Etats-Unis.

Si le « voisin » israélien se tient relativement tranquille par rapport au Liban, il a porté une très grande responsabilité dans les violences des années 1975-1990 du fait de sa politique de bombardements aériens indiscriminés sur toute ville ou village abritant des résistants Palestiniens ou leurs alliés des mouvements libanais et ce jusqu'en 2000. Israël s'était aussi approprié en 1978 sous prétexte de sa sécurité une large bande de territoire libanais à la frontière sud du pays qu'elle a occupé jusqu'en 2000, emprisonnant des milliers de Libanais qui ont subi les pires sévices. En 1982, elle a envahi la moitié du Liban et investi sa capitale Beyrouth pour y chasser tous les membres des organisations de résistance palestinienne regroupés dans l'OLP qui avait alors son siège à Beyrouth. C'est alors que s'est constitué le Hezbollah qui a mené une résistance acharnée avec l'aide de l'Iran et de la Syrie. Ce parti a ainsi réussi à chasser l'occupant israélien définitivement en 2000 sans contrepartie puis à obtenir la libération de tous les prisonniers libanais dans les prisons israéliennes. Israël a voulu prendre sa revanche en juillet-août 2006 et éradiquer le Hezbollah par une campagne de bombardements massifs et sanglante puis une tentative d'invasion du sud du Liban. Elle a lamentablement échoué. C'est pourquoi, aujourd'hui l'Etat d'Israël garde un profil bas concernant le Liban, mais appuie les mouvements radicaux islamiques qui cherchent à faire tomber le régime syrien. Comme on le sait, ces mouvements issus de la mouvance d'Al Quaëda ont reçu le soutien de nombreux pays arabes (l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie), ainsi que celui de la Turquie. Les Etats-Unis et les Etats européens ont fermé sur les yeux sur cet appui et ont eux même entraînés des combattants dans l'espoir de faire tomber le régime syrien.

La motivation dans le soutien à ces mouvances armées se réclamant de l'Islam sunnite, version wahhabite, est d'affaiblir l'Iran et la Syrie qui ont constitué le dernier axe anti-américain et anti-israélien dans la région et soutenu le Hezbollah. La déstabilisation de la Syrie, tout comme celle de l'Irak où l'influence iranienne est forte du fait des résultats catastrophiques de l'invasion américaine de ce pays en 2003 vise à briser cet axe et bien sûr priver le Hezbollah de son approvisionnement en armes, voir l'éradiquer totalement. Tout cela est habillé à la sauce sectaire d'une hostilité généralisée entre « sunnites » proches de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis et « chiites » supposés hostiles et subversifs.

U.R : La question de la diversité des identités au Liban semble tenir une place moins importante qu'il y a quelques années dans l'information de masse en Occident, comment expliquez-vous ce phénomène ?

Cela s'explique par le fait que les observateurs occidentaux ont brusquement découvert le pluralisme religieux des autres pays arabes, notamment la Syrie et l'Irak voisines. L'expression mosaïque de communautés, jusque là réservé au Liban, est désormais employé constamment pour l'Irak et la Syrie. Ceci fait revivre des rêves de nouveaux découpages des Etats arabes fragmentés issus de la Première Guerre mondiale (par le célèbre accord franco-anglais dit Sykes Picot (1916), ainsi que par la Déclaration de Balfour (1917) par laquelle le gouvernement anglais promet la création d'un Foyer national juif en Palestine ; tout ceci contre la volonté d'une grande partie des populations qui souhaitait alors la création d'un Etat national arabe unifié.



U.R : Peut-on parler, au Liban, de tentatives de déstabilisation venues de l'extérieur ?

Oui, bien sûr la mouvance armée islamique d'obédience dite « sunnite » est très active au Liban, notamment dans la ville de Tripoli, mais aussi dans la zone frontalière avec la Syrie, dans la plaine de la Béka et ses hauteurs montagneuses. Elle cherche à en découdre avec le Hezbollah libanais, lequel est intervenu dans la mêlée syrienne à partir de 2012, soutenant l'armée officielle syrienne et surveillant discrètement les frontières libanaises pour empêcher l'infiltration d'éléments armés des mouvances islamistes radicales. La petite armée libanaise qui attend les aides promises par l'Arabie saoudite et la France depuis plus d'un an maintenant se bat courageusement, car elle fait face à des agressions constantes des mouvances qui font beaucoup de victimes chez les militaires.

U.R : Le Hezbollah est très largement décrié en Occident où sa proximité avec l'Iran lui est largement reprochée, tout comme sa dimension religieuse. Qu'est-ce que le Hezbollah aujourd'hui ?

Le Hezbollah est un phénomène très complexe au Liban, objet d'admiration par les uns pour avoir libéré le pays de 22 ans d'occupation israélienne et constitué une force militaire dissuasive majeure empêchant de nouvelles agressions d'Israël contre le Liban ; Objet d'une hostilité forte par d'autres qui prétextent que le Hezbollah est une émanation armée de la communauté chiite libanaise, créé par l'Iran et que cela est intolérable. L'opinion libanaise – toutes communautés confondues - est donc divisée avec de grands partis politiques de chaque côté qui soutiennent ou dénigrent le Hezbollah. Actuellement le plus grand appui au Hezbollah au Liban est constitué par le courant patriotique du Général Aoun, courant qui est majoritaire dans la communauté chrétienne et constitue l'un d'un très grands blocs parlementaires.

Certes, l'idéologie du Hezbollah s'inspire du patrimoine religieux chiite, mais son Secrétaire Général, Sayyed Nasrallah, n'arrête pas de prêcher la concorde entre les communautés et d'inciter ses partisans dans la communauté chiite à ne pas répondre aux provocations qu'ils peuvent subir ou que subit le pays.

U.R : Les mécaniques visibles au Proche et Moyen-Orient aujourd'hui sont-elles, comparables aux mécaniques visibles depuis quelques années en méditerranée occidentale, principalement en ce qui concerne la volonté des peuples de s'émanciper de la domination des états-nations ?

Bonne question. Il y a une double aspiration qu'il faut concilier. A la fois une demande de plus d'Etat et de justice fiscale pour assurer la protection sociale des couches démunies de la population, ainsi qu'une demande d'autonomie locale. Il faut donc parvenir à concilier les deux.



U.R : La finance joue aujourd'hui un rôle politique indéniable. Vous évoquez assez régulièrement l'économie de rente comme principal obstacle à une démocratie pleine et entière. Qu'est-ce que l'économie de rente ?

J'oppose l'économie de rente qui fournit peu d'emplois et provoque des concentrations massive de fortunes mal acquises à l'économie productive qui seule peut absorber le surplus de population qui quitte les campagnes (ou le désert pour ce qui est de certains pays arabes) pour s'agglomérer dans des villes en vivant de petits boulots et dans une grande misère. Les sources de l'économie de rente sont très nombreuses. Elles peuvent être celles que procure l'exportation d'énergie et de matières premières (sans servir à l'industrialisation locale) ou celles en provenance d'une structure oligopolistique de l'économie au profit de quelques familles qui gravitent dans l'orbite du pouvoir politique. Dans les pays arabes, nous cumulons les deux sources de rente, ce qui appauvrit considérablement les couches populaires et entraîne une émigration massive de talents comme de main d'œuvre non qualifiée. Les injustices et l'inefficacité de l'économie de rente ont provoqué les révoltes populaires massives de 2011.

U.R : Peut-on aussi considérer cette économie de rente comme un obstacle à la souveraineté des peuples, en particuliers lorsque ces peuples ne possèdent que peu de prise sur leur économie ?

L'économie de rente est incompatible avec la démocratie et donc le principe même de la souveraineté d'un peuple. Toute l'histoire montre que depuis la philosophie des Lumières et la Révolution française les progrès de la démocratie ont été réalisés par l'abolition des rentes (agricole et féodale, financières, contrôle et fiscalisation des rentes foncières dans les villes, etc...). On ne peut pas démocratiser des pays soumis à une économie de rente de type néo-patrimonial, comme c'est le cas des pays arabes. Il faut d'abord s'attaquer aux rentes, ce qui peut demander une révolution effectivement. Dans le cas arabe, les révoltes populaires de 2011 qui ont agité toutes les sociétés arabes ont immédiatement donné lieu à des forces de contre-révolution, souvent violentes, occidentales et islamiques en alliance.

U.R : Venons en à la Corse, vous en aviez certainement entendu parler avant d'y venir. Après quelques jours sur l'île, quels sentiments vous habitent ?

En Corse, je retrouve toutes les caractéristiques géographiques du Liban. L'histoire Corse a aussi été, comme celle du Liban, l'histoire de grandes familles qui se sont disputées le pouvoir et qui se soumettaient à l'influence de telle ou telle puissance européenne. Même les débats actuels sur le statut de la Corse par rapport à la France ne sont pas sans rappeler ceux qui ont eu lieu au Liban sur le statut du pays par rapport à la Syrie et l'ensemble syro-mésopotamien, ainsi que l'ensemble arabe de façon plus générale.

Par ailleurs, on retrouve en Corse la même chaleur humaine qu'au Liban et la même fierté de l'identité spécifique.

U.R : Ici, les dynamiques d'entraides et la volonté des habitants d'être capable de maîtriser leurs vies sont encore assez fortes. Dans un avenir plus qu'incertain, l'identité et la faible densité de population sont-elles des atouts

qui pourraient permettre à la Corse de développer ses propres stratégies afin de tendre à la souveraineté alimentaire et énergétique ?

Je pense que c'est un bon objectif, bien qu'il soit en contradiction avec les résultats de la mondialisation qui ont créé une interdépendance économique très forte par la déstructuration économique de nombreux territoires. La Corse pourrait montrer le chemin d'une meilleure maîtrise – à réaliser progressivement – de son autonomie économique, notamment alimentaire et énergétique comme vous le soulignez. Comparé au Liban ou à d'autres pays, vous avez relativement bien empêché l'explosion urbaine avec sa cohorte de problèmes et la défiguration du patrimoine architectural, ainsi que prévenu le tourisme de masse qui est ravageur et dont le bilan économique et en matière d'environnement est très contestable.

U.R : La Corse est un territoire au nombreux atouts, pensez-vous qu'une souveraineté de l'île soit un objectif réalisable à travers un processus raisonnable de dévolution ?

Les petits pays souverains, tel le Liban, ont beaucoup de mal à ne pas être entraînés dans les tensions de la géopolitique régionale et les intérêts des Etats puissants. La Méditerranée est une zone de conflits qui va en croissant. Il faudrait une Méditerranée apaisée pour envisager une telle hypothèse.

U.R : Avec la montée en puissance des pouvoirs supranationaux (OTAN - Union Européenne - BRICS etc...), le modèle de l'état-nation vous semble-t-il à bout de souffle, à fortiori dans une période où les crises (économique, de la monnaie, de la dette) sont fortes ?

Non, je pense que la mondialisation provoque une double réaction : d'un côté une demande de plus d'Etat (sur le mode national) pour être protégé des effets négatifs de la libéralisation sauvage des échanges au profit des grandes multinationales ; de l'autre côté, pour les régions qui ont de la richesse ou des atouts (Ecosse, Catalogne) un désir d'indépendance dans l'espoir de conserver plus facilement un haut niveau de vie dans des Etats où se dégrade la situation sociale du fait du néolibéralisme aveugle qui règne dans les mécanismes de la mondialisation et où on assiste à un appauvrissement de larges couches de la population.

U.R : Une Corse indépendante n'aurait-elle pas un rôle à jouer à l'international, par sa position géographique et culturelle ?

Je pense qu'il faudrait commencer par assurer d'abord une coordination entre les petites îles de la Méditerranée (Corse, Malte, Chypre, Rhodes, etc ...) et les petits pays éventuellement (Liban, Bosnie, Monténégro, Albanie) pour harmoniser des politiques vis-à-vis de l'ensemble méditerranéen. La Corse pourrait jouer un rôle majeur dans un tel regroupement.

U.R : Par le passé, la question de l'indépendance des nations sans état en Europe a été présentée par ringarde. Aujourd'hui l'idée d'indépendance vous semble-t-elle ringarde ?

Non, je ne le pense pas, surtout s'il y a un grand malaise par rapport à l'Etat central. Mais il faut bien prendre conscience des difficultés d'une telle entreprise. L'histoire Corse, comme celle du Liban (ou Cuba dans un autre environnement ou les îles de Caraïbes), montre le risque de voir un petit pays ou territoire devenir un espace tampon entre les ambitions des puissances régionales et internationales ou être asservi à l'une des grandes puissances.

Je pense que dans un premier stade renforcer l'économie comme vous l'avez suggéré ci haut, mais aussi préserver le patrimoine naturel et architectural, le mode de vie, la beauté des paysages et terroirs, sont des un préalable à toute évolution vers un mieux être et une meilleure cohésion politique. Au Liban, nous n'avons pas pu malheureusement le faire, en raison d'une forte démographie interne, combinée à l'afflux de réfugiés des conflits voisins, puis à la violente déstabilisation des années 1975-1990, suivie d'un afflux de fortunes spéculatives et rentières, là où vous en Corse semblez avoir réussi dans une large mesure à maintenir des équilibres démographiques, socio-économique et en matière de préservation de l'environnement. Je pense que le fait d'être intégré à la France depuis 200 ans a aussi contribué à ce succès. Cela doit donner à réfléchir.

#Liban #hezbollah #corse #internazionale #indépendance #georges corm

IL YA 9 MOIS